

VD_FINDINFO HC / 2013 / 86 vom 28. Januar 2013

VD Tribunal cantonal, 2013-01-28, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_HC___2013___86

FR: VD_FINDINFO HC / 2013 / 86 du 28 janvier 2013

IT: VD_FINDINFO HC / 2013 / 86 del 28 gennaio 2013

Regeste

AÉRATION, BAIL À LOYER, LOCAL PROFESSIONNEL, TRAVAUX D'ENTRETIEN{CONSTRUCTION}, DÉFAUT DE LA CHOSE | 256 al. 1 CO, 259a al. 1 let. a CO, 317 CPC (CH)

Erwägungen

E. 1

L'appel est recevable contre les décisions finales de première instance (art. 308 al. 1 let. a CPC), dans les causes exclusivement patrimoniales pour autant que la valeur litigieuse au dernier état des conclusions devant l'autorité inférieure soit de 10'000 fr. au moins (art. 308 al. 2 CPC). En l'espèce, il s'agit d'une cause de nature patrimoniale dans la mesure où les conclusions tendent à déterminer quelle partie doit assumer la charge des adaptations requises par l'ECA, à savoir l'isolation de l'installation de ventilation dans un local technique compartimenté coupe-feu. Au vu de la nature des travaux, il y a lieu de considérer que la valeur litigieuse est supérieure à 10'000 francs. Formé en temps utile (art. 311 al. 1 CPC) par une partie qui y a intérêt (art. 59 al. 2 let. a CPC) et dont les conclusions ne sont pas nouvelles (cf. art. 317 al. 2 CPC), l'appel est recevable à la forme.

E. 2

a) L'appel peut être formé pour violation du droit ou pour constatation inexacte des faits (art. 310 CPC). L'autorité d'appel peut revoir l'ensemble du droit applicable, y compris les questions d'opportunité laissées par la loi à la décision du juge et doit le cas échéant appliquer le droit d'office conformément au principe général de l'art. 57 CPC. Elle jouit d'un plein pouvoir d'examen. Elle peut revoir librement l'appréciation des faits sur la base des preuves administrées en première instance (JT 2011 III 43; Tappy, Les voies de droit du nouveau Code de procédure civile, in JT 2010 III 115, spéc. p. 134; Hohl, Procédure civile, tome II, 2^{ème} éd., Berne 2010, n. 2399, p. 435). L'autorité d'appel applique le droit d'office : elle n'est pas liée par les motifs invoqués par les parties ou par le tribunal de première instance. Son pouvoir d'examen est plein et entier (ibidem, n. 2396, p. 435). b) Conformément à l'art. 316 al. 3 CPC, l'instance d'appel peut administrer les preuves, si elle estime opportun de renouveler l'administration d'une preuve ou d'administrer une preuve alors que l'instance inférieure s'y était refusée (Jeandin, CPC commenté, Bâle 2011, n. 5 ad art. 316 CPC). En l'espèce, il n'y a pas lieu de donner suite à la réquisition tendant à l'inspection locale, dans la mesure où elle n'est pas de nature à influencer sur l'issue du litige (cf. infra c. 3).

E. 3

L'appelante reproche aux premiers juges d'avoir commis un déni de justice dès lors qu'ils n'ont pas tranché la question de la propriété de l'installation de ventilation, au motif que les

conclusions constatatoires n'avaient pas de portée indépendante par rapport aux conclusions condamnatoires et que donc l'intérêt des parties à la seule constatation du droit de propriété sur la ventilation litigieuse faisait défaut. Elle soutient que cette question est essentielle à la résolution du litige, puisque les conséquences financières présentes et futures en découlent. Elle reproche aux premiers juges d'avoir procédé à une interprétation arbitraire de la clause 6.1 du contrat de bail en déduisant du terme "locaux nus" que la locataire est en droit de comprendre que l'usage de l'installation de ventilation est compris dans la location des locaux. Elle relève qu'il ressort clairement de la convention de remise de commerce que l'intimée a acquis l'installation dès lors qu'il s'agit d'un équipement indispensable pour l'exploitation d'une teinturerie. La propriété de l'intimée sur l'installation litigieuse aurait été au surplus corroboré par les déclarations des témoins [...] et [...] qui n'ont pas été mentionnées dans le jugement attaqué. a) Indépendamment du raisonnement lié à la subsidiarité des conclusions constatatoires, les premiers juges ont considéré les deux hypothèses qui pouvaient se présenter, à savoir celle où l'appelante est propriétaire de l'installation litigieuse et celle où l'intimée est propriétaire. Dans les deux cas, ils sont arrivés à la conclusion qu'il revenait à l'appelante de procéder aux travaux litigieux. b) En l'espèce, force est d'admettre, avec les premiers juges, que la question de la propriété de l'installation ne revêt à elle seule aucun intérêt digne de protection, dès lors que les travaux exigés par l'ECA ne portent pas sur la ventilation elle-même, ni sur son bloc moteur, mais sur le local, situé au sous-sol, dans lequel se trouve le bloc-moteur. Les normes à respecter n'ont pas un impact sur la machine, mais sur l'aménagement des locaux loués par l'appelante à l[...]. N'est donc pas en cause l'entretien de l'installation, comme semble le croire l'appelante, mais l'adaptation des locaux du sous-sol afin que ceux-ci puissent abriter le bloc-moteur en respectant les normes en vigueur. L'appelante le reconnaît d'ailleurs expressément vu qu'elle admet que la querelle porte sur une mise en conformité requise par l'ECA pour un ouvrage coûteux, soit "un monobloc de ventilation et un local technique, compartimenté coupe-feu" (mémoire d'appel, p. 2) et que la transformation consiste en la création d'un local technique spécial (mémoire d'appel, p. 7). C'est donc en vain qu'elle se réfère aux clauses des contrats de bail et de vente du fonds de commerce pour tenter de démontrer que l'installation en question a fait l'objet de la remise, ainsi qu'aux déclarations qu'auraient faites les témoins [...] et [...], la question ne portant ni sur la propriété de l'installation, ni sur les locaux loués par l'intimée, mais sur l'agencement des locaux du sous-sol. c) A supposer, à suivre l'appelante, que l'installation de ventilation soit la propriété de l'intimée, il n'est pas contesté qu'une partie de cette installation, à savoir le bloc moteur, se trouve dans des locaux situés au sous-sol, lesquels locaux sont occupés par l[...]. Or, il ressort du jugement entrepris que ces locaux sont la propriété de l'appelante, ce que cette dernière ne conteste nullement. Celle-ci ne conteste pas plus qu'en l'absence de mise en conformité des surfaces du sous-sol abritant le bloc moteur de la ventilation selon les exigences de l'ECA, l'installation ne pourrait pas être maintenue en fonction (jugement entrepris, p. 10). d) Selon l'art. 256 al. 1 CO (Code des obligations du 30 mars 1911, RS 220), le bailleur est tenu de délivrer la chose dans un état approprié à l'usage pour lequel elle a été louée et de l'entretenir dans cet état. Lorsque apparaissent, en cours de bail, des défauts de la chose qui ne sont pas imputables au locataire et auxquels il n'est pas tenu de remédier à ses frais, il peut notamment requérir la remise en état de la chose aux frais du bailleur (art. 259a al. 1 let. a CO). La définition du défaut au sens des art. 259 ss CO ne figure pas dans la loi. La doctrine et la jurisprudence se réfèrent à l'état approprié à l'usage pour lequel la chose a été louée au sens de l'art. 256 al. 1 CO. Cette notion suppose la

comparaison entre l'état réel de la chose et l'état convenu (ATF 135 III 345 c. 3.2; TF 4C_219/2005 du 24 octobre 2005 c. 2.2). Il y a ainsi défaut lorsque la chose ne présente pas une qualité que le bailleur avait promise ou sur laquelle le locataire pouvait légitimement compter en se référant à l'état approprié à l'usage convenu. Le défaut de la chose louée est une notion relative; son existence dépendra des circonstances du cas particulier. Il convient de prendre en compte notamment la destination de l'objet loué, l'âge et le type de la construction, ou encore le montant du loyer (4A_281/2009 du 31 juillet 2009 c. 3.2 et réf. citées). e) En l'espèce, il est constant que, sans la mise en conformité aux normes légales susmentionnées, les locaux loués à l'intimée sont inaptes à l'exploitation d'une teinturerie. Il s'agit bien là d'un défaut de la chose louée, empêchant un usage conforme au contrat, dès lors que le point 5.1 du contrat de bail prévoit expressément que le locataire loue l'objet pour l'exploitation d'une "teinturerie pressing". C'est donc à bon droit que les premiers juges ont considéré, sur la base de l'art. 259a al. 1 let. a CO, que le propriétaire du local où se trouve le bloc moteur de la ventilation, à savoir l'appelante, doit assumer les travaux exigés par l'ECA.

E. 4

En conclusion, l'appel doit être rejeté, en application de l'art. 312 al. 1 CPC, et le jugement confirmé. L'appelante supportera les frais judiciaires de deuxième instance, par 750 fr. (art. 62 al. 1 TFJC [Tarif des frais judiciaires en matière civile du 28 septembre 2010: RSV 270.11.5]). Il n'est pas alloué de dépens, la partie intimée n'ayant pas été invitée à se déterminer sur l'appel (art. 312 al. 1 CPC).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.